

# NEWS

# SOLIDARNOSC

Bi-mensuel

Date : le 31 mai 1987

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

No :

91

EN AVRIL dernier, la direction nationale de NSZZ "Solidarnosc", composée du président Lech Walesa, de la Commission Provisoire de Coordination (TKK) et du Conseil Provisoire (TR), a diffusé une analyse de la grave crise économique en Pologne, sous le titre "La position de NSZZ "Solidarnosc" sur l'état de l'économie polonaise et les orientations de sa réforme". Voici quelques extraits de ce texte, dont la traduction complète en anglais et en français paraîtra prochainement.

-- Les mois écoulés depuis la publication du Rapport "La Pologne, cinq ans après Août" ont confirmé l'analyse selon laquelle la crise polonaise n'est pas seulement économique bien que ses effets soient les plus sensibles dans ce domaine. Nous sommes également confrontés à une crise politique et sociale mais aussi, du fait d'un sentiment croissant de désespoir, à une crise des valeurs morales fondamentales, sur la question du rapport au travail notamment et d'autres valeurs indispensables à un développement social harmonieux et au bon fonctionnement de l'état. Politiquement, la crise provient de ce que après l'imposition de la loi martiale le 13 décembre 1981, toutes les activités sociales de la vie publique ont été paralysées. (...) Les autorités ont bloqué tout débat ou discussion publique sur des propositions alternatives et sur un projet de réformes qui disposerait d'un large soutien social. L'équipe dirigeante, veillant aux intérêts d'une petite minorité, malgré des initiatives idéologiques et la création d'organes apparemment représentatifs mais en réalité totalement dociles, demeure incapable de proposer un programme de réformes acceptable par les différents groupes sociaux et applicable avec toutes les conséquences nécessaires à sa réalisation. (...)

La société ne croit plus à la possibilité d'une action collective. Les institutions et les structures fondamentales de la vie économique ont été perturbées. Economiquement, la Pologne devient de moins en moins efficiente, innovatrice et en conséquence, moins concurrentielle tant par rapport à son propre potentiel qu'aux niveaux de production atteints dans d'autres pays.

LE SENATEUR démocrate américain, Edward Kennedy s'est vu accorder un visa pour une visite de 4 jours en Pologne. Ayant rencontré Lech Walesa le 24 mai, lors d'une réception enthousiaste par des militants de "Solidarnosc", le sénateur a déclaré: "je suis Polonais". Le sénateur Kennedy a déposé une gerbe au monument de Gdansk honorant les dockers tombés lors de la révolte de 1970.

LEO TINDEMANS, ministre belge des Affaires Etrangères, en visite officielle en Pologne, a rencontré le 19 mai des militants de "Solidarnosc" (Zbigniew Bujak, Janusz Onyszkiewicz, Adam Michnik, Bronislaw Geremek) et des représentants d'autres mouvements indépendants (Jacek Czaputowicz du groupe pacifiste indépendant "Liberté et Paix"). Le Ministre a également rendu hommage, en se recueillant sur sa tombe, à la mémoire du Père Jerzy Popieluszko, assassiné par la police politique.

JEAN-BERNARD RAIMOND, ministre français des Affaires Etrangères, en visite en Pologne en avril, a rencontré des représentants de mouvements indépendants, a reçu Zbigniew Bujak et Adam Michnik et s'est recueilli sur la tombe du Père Jerzy Popieluszko. Un membre de la délégation française, Jean-François Noiville, directeur des affaires politiques, a rencontré à Gdansk le président de NSZZ "Solidarnosc", Lech Walesa.

tion Nationale a signé le 7 avril un accord avec des représentants de NSZZ "Solidarnosc" et du Syndicat dissous des Instituteurs Polonais en vue de mener ensemble des actions conjointes de défense des militants réprimés et afin de défendre l'autonomie de l'enseignement et les droits syndicaux.

LE CONSEIL National Provisoire des Agriculteurs de NSZZ "Solidarnosc", réuni le 29 mars, a élargi sa composition et a élu un nouveau président, J. Slisz, 53 ans, agriculteur du village de Laka dans la province de Rzeszow et ancien président du Comité Exécutif des Accords historiques de Rzeszow-Ustrzyki.

LE GROUPE "Solidaires" de Varsovie a répandu à la mi-avril 60 mille tracts à travers la ville avec des slogans tels que "Stop aux hausses de prix", "Assez de misère", "Le POUP, la police et la police politique nous coûtent trop cher". Il a également distribué 30 mille exemplaires du "Courrier de Mazowsze", contenant les déclarations de Lech Walesa, de la TKK et des structures régionales de "Solidarnosc" sur les hausses de prix. Aussitôt des détachements de la police ont procédé à des contrôles d'identité et à la confiscation des tracts. Des militants de "Solidarnosc" de divers districts de Varsovie ont distribué 20 mille tracts, le 16 avril, protestant contre les hausses de prix et ont déroulé des banderoles de protestation en deux lieux publics.

LES PARTICIPANTS du Séminaire sur la Paix organisé par le Mouvement "Liberté et Paix" ont diffusé le 6 mai une protestation contre les mesures prises par les autorités polonaises pour empêcher le déroulement du séminaire. De nombreux membres du mouvement ont été arrêtés ou interpellés, des visas ont été refusés à des pacifistes invités de l'Europe de l'Ouest, les militants des pays du bloc soviétique n'ont pu obtenir de passeport. Herbert Ruitenbergh, militant allemand, arrivé à Varsovie avec un visa valable, a été refoulé. "Il est tragique qu'alors que des propositions de désarmement sont négociées entre les deux superpuissances, les autorités polonaises sont incapables de comprendre que la base d'une véritable détente passe par la confiance et la compréhension entre les peuples de l'Est et de l'Ouest", ont affirmé les participants du séminaire.

LE GROUPE de Radio "Solidarnosc" de la région de Mazovie propose de diffuser des programmes préparés par divers groupes indépendants sur les ondes du 1er programme de la télévision nationale. Dans un communiqué diffusé le 27 février, le groupe propose à toutes les structures indépendantes, commissions d'entreprises, groupes et partis politiques, organisations et associations, éditeurs et publicistes de leur remettre leur projet d'émission de 10 minutes. Le groupe garantit 20 retransmissions de chaque programme avec une audience estimée de 100.000 spectateurs. A 500 zlotys l'émission, l'offre de Radio "Solidarnosc" constitue pour les groupes indépendants le média le moins cher et le plus large.

APRES LES HAUSSES DE PRIX

-- Aux Chantiers Navals "Odra" de Szczecin, les travailleurs de la section d'assemblage ont entamé le 30 mars une grève qui s'est rapidement étendue à toute l'entreprise. Leur principale revendication portait sur un complément, compensant la hausse du coût de la vie, de 6 mille zlotys par mois. Leurs autres demandes concernaient le gel des prix des produits de base, des allocations en nature de charbon comme dans d'autres chantiers navals et la modification des barèmes de rémunération. Le directeur a menacé les grévistes de représailles de la police et de licencier Jerzy Zareba (un militant de "Solidarnosc") mais a finalement accédé à la principale revendication salariale après de longues négociations. Le lendemain, lors d'une réunion officielle, un représentant des néo-syndicats a nié la possibilité de satisfaire les revendications des ouvriers, qui en protestation ont relancé la grève. Après que le directeur eût menacé de licencier les grévistes selon l'art. 52 (faute du travailleur), la grève a été levée mais les concessions salariales ont été maintenues.

-- Le Conseil des Instituteurs de l'école "Rejtan" de Varsovie a décidé par 36 voix pour, 2 contre et 2 abstentions, l'envoi d'une protestation au Ministre de l'Education et à la Commission Parlementaire sur l'Education et la Jeunesse, dénonçant "... la chute drastique de notre niveau de vie et les sévères hausses des prix". Cette résolution demandait au ministre d'introduire immédiatement un nouveau barème salarial pour les instituteurs et exigeait également la parité de leurs

salaires avec ceux des cadres techniques et ingénieurs (un instituteur avec 8 ans d'ancienneté gagne actuellement 13 mille zlotys, alors que le salaire national moyen est de 24.000 zl par mois). Le directeur de l'école a suggéré des protestations "privées" et l'intervention des syndicats officiels afin d'éviter le vote formel de la résolution. Il affirma que l'école en tant qu'institution ne pouvait s'engager dans une protestation et présenter des revendications mais il s'inclina devant la détermination des instituteurs.

-- Dans les jours suivant les hausses de prix, la police de sécurité a interrogé, menacé et "conseillé de ne se mêler de rien" les travailleurs des plus grandes entreprises de Wroclaw (Hutmen, FAT, Fadroma, Dolmel, Pafawag). Le 6 avril, de nombreuses compagnies de police se sont répandues dans le secteur de la rue Grabiszynska afin d'empêcher une manifestation. Marek Muszynski, responsable de la structure régionale de Wroclaw, fut arrêté le même jour et accusé de détention de publications illégales. Wladyslaw Frasyniuk, autre responsable régional du Syndicat, a dû se cacher pendant quelques jours et dans une interview à une publication clandestine, il a appuyé l'appel de la TKK à la grève. Celle-ci n'est pas intervenue malgré des rumeurs d'arrêts de travail aux usines Elwro et Pafawag. De petits groupes organisés (essentiellement des jeunes et des étudiants) ont défilé les jours suivants dans le centre de Wroclaw, scandant des slogans et arborant des banderoles contre les hausses de prix.

CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

-- Un tribunal des délits mineurs de Wroclaw, en une procédure expéditive, le 7 avril, a condamné Marek Muszynski à 50 mille zlotys d'amende pour détention de publications illégales. Le tribunal a également ordonné la confiscation de l'ordinateur personnel de l'accusé, qui s'en sert pour ses besoins professionnels, et ce sur la seule base du témoignage d'un policier qui déclara que l'appareil était utilisé à des fins délictueuses.

-- A Varsovie, la police a interpellé Jacek Merkel de Gdansk, conseiller économique de Lech Walesa; la police a perquisitionné le 6 avril son domicile, celui de son frère et les appartements d'amis, confisquant entre autres deux ordinateurs IBM, avant de transmettre le dossier au tribunal des délits mineurs. Avec la confiscation de voitures, cela constitue une autre forme de répression illégale des militants indépendants. Ceux-ci risquent maintenant, en plus de sévères amendes, la perte de biens professionnels.

-- Adam et Jolanta Caputa de Bydgoszcz et leurs deux enfants ont été expulsés en avril de leur appartement du quartier Wyzyny où ils habitaient depuis six ans, en raison de leurs demandes répétées d'émigration pour le Canada. Ils ont été relogés dans un logement plus petit, plus ancien dans la lointaine périphérie de la ville. A six reprises, le Ministère de l'Intérieur a refusé d'accorder des passeports à la famille Caputa.

SOURCES: Iygodnik Mazowsze no. 206 22.IV.87; no. 202 8.III.87; International Herald Tribune 25.V.87; La Libre Belgique 20.V.87;